

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/33926]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 15 août 1980, article 5, § 1^{er}, 7^o, a);

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, articles 43, § 2, alinéa 1^{er}, 72, § 2, alinéa 1^{er}, 88, 97, § 1, 153, § 3, alinéa 5;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2017 fixant la procédure relative à l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2018 fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art dentaire à porter un titre professionnel particulier;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2020;

Vu le « test genre » du 4 décembre 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil fédéral des professions paramédicales, donné le 17 décembre 2020, conformément à l'article 72, § 2, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

Vu l'accomplissement, en date des 14 et 15 janvier 2021, de la concertation intra-francophone, en application des articles 12 et 13 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 69.550/2, donné le 14 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre en charge de l'agrément des prestataires des soins de santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^o « Ministre » : le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions;
- 2^o « Loi » : la loi coordonnée le 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 3^o « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique (DGESVR);
- 4^o « Agrément provisoire » : agrément octroyé à durée déterminée sur la base d'un diplôme dont le niveau mais pas complètement la formation théorique et la formation théorique et pratique et stages, répond aux conditions d'octroi de l'agrément définitif;
- 5^o « Dérogation à la nécessité d'un agrément sur la base des droits acquis » : autorisation octroyée au demandeur d'exécuter des prestations et/ou actes d'une profession paramédicale dans les mêmes conditions que les praticiens agréés de cette profession;
- 6^o « Profession paramédicale » : une des professions désignées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;
- 7^o « Commission » : la commission d'agrément instituée pour chacune des professions paramédicales reprise dans la liste visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;
- 8^o « Etablissement d'enseignement » : l'établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.
- 9^o « Demandeur » : la personne majeure qui introduit une demande auprès de l'Administration.

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'Administration, est compétent pour l'agrément des prestataires des professions paramédicales.

§ 2. Le Ministère de la Communauté française, représenté par l'Administration, collecte auprès des personnes visées au § 4 du présent article et encode dans la Banque de données fédérale permanente des professionnels des soins de santé parmi lesquelles figurent les professionnels de soins de santé exerçant une profession paramédicale les données visées au paragraphe suivant afin de permettre l'exécution de ses missions réglementaires et l'échange des données conformément à l'article 97, §§ 1 et 2, 2^o, de la loi.

§ 3. Afin d'exécuter ses missions et les finalités définies à l'article 97, § 2, de la loi, l'Administration communique les données visées à l'article 98, 2^o, de la loi aux entités pertinentes qui sont désignées par l'article 99 de la loi afin de communiquer ces données à la banque de données fédérales.

§ 4. Dans le cadre de ses missions, le Ministère de la Communauté française, représenté par l'Administration, collecte les catégories de données suivantes :

- données d'identification : nom, prénom, numéro de registre national, adresse, nationalité, sexe, date de naissance, lieu de naissance et adresse courriel;
- données relatives au diplôme;
- données relatives aux pièces justificatives introduites dans le cadre d'une demande visée à l'article 8, § 2.

§ 5. L'Administration et la commission sont responsables du traitement de données au sens de l'article 4, 7) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les données sont conservées jusqu'au décès du demandeur ou jusqu'au retrait de l'agrément ou à la renonciation de celui-ci.

CHAPITRE 2 — des commissions d'agrément des professions paramédicales : missions, composition et fonctionnement

Section 1 — Missions

Art. 3. La commission a pour mission de :

- 1° rendre un avis motivé au Ministre sur toute demande visant l'obtention de l'agrément tel que visé à l'article 72 de la loi ainsi que sur toute demande d'agrément provisoire ou de dérogation à la nécessité d'un agrément sur la base des droits acquis;
- 2° remettre un avis sur le retrait de l'agrément tel qu'octroyé sur la base de l'article 72, § 1^{er}, de la loi;
- 3° remettre un avis d'initiative ou à la demande du Ministre sur tout sujet relatif à la profession paramédicale relevant de sa compétence.

La commission traite les données à caractère personnel nécessaires aux fins de l'exécution de ses missions énumérées aux 1° et 2° de l'alinéa précédent, conformément aux modalités de traitement visées à l'article 2.

Section 2 — Composition

Art. 4. § 1^{er}. La commission est composée de :

- 1° trois membres francophones praticiens d'une profession paramédicale agréés par la Communauté française et disposant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la profession paramédicale concernée, proposés par leur association professionnelle représentative après appel interne à candidature. A défaut d'association professionnelle représentative, un appel à candidatures est publié au *Moniteur belge*;
- 2° trois membres francophones dispensant depuis au moins 5 ans dans l'enseignement supérieur de la Communauté française une formation menant au diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée. Lorsque la formation n'est pas organisée depuis au moins 5 ans dans l'enseignement supérieur, il est tenu compte de l'année à partir de laquelle la formation est dispensée.

Pour la profession d'assistant pharmaceutico-technique, les trois membres doivent dispenser, soit dans le 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire - technique de qualification, soit dans l'enseignement de promotion sociale, depuis au moins 5 ans, une formation menant au diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée.

Pour la profession d'ambulancier de transport non-urgent de patients, les trois membres doivent dispenser, soit dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, soit pour un opérateur de formation qui est organisé, subventionné ou agréé par la Communauté française, depuis au moins 5 ans, une formation menant au diplôme requis pour l'exercice de la profession;

- 3° un membre francophone habilité soit à confier, soit à prescrire, respectivement en tant qu'acte ou en tant que prestation technique, aux praticiens des professions paramédicales, les activités de la profession concernée.

§ 2. Pour toute nouvelle profession paramédicale, la première commission est composée du même nombre de membres que celui visé au § 1^{er}. Ses membres remplissent les conditions d'agrément ou les critères prévus aux dispositions transitoires de l'arrêté royal fixant les conditions spécifiques d'agrément concernant cette profession.

§ 3. La commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à des experts. Ceux-ci ont voix consultative.

§ 4. Un suppléant peut être désigné pour chaque membre siégeant au sein de la commission.

§ 5. Pour être considérée comme association professionnelle représentative, l'association professionnelle satisfait aux conditions suivantes :

- 1° adopter la forme juridique d'une association sans but lucratif;
- 2° avoir statutairement pour but de défendre les intérêts professionnels de tous les praticiens de la profession concernée et de veiller à la qualité de l'exercice de ladite profession;
- 3° s'adresser statutairement à tous les praticiens autorisés à exercer la profession concernée sur le territoire de la région de langue française et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 4° compter au moins 100 membres ayant payé la cotisation annuelle complète;
- 5° s'engager à mettre à disposition de l'Administration la liste de ses membres et de ses statuts.

Section 3 — Fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Les membres effectifs et suppléants de la commission sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de 4 ans.

A l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de la commission ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin au mandat des membres de la commission qui auront fait notoirement preuve soit d'un manque d'assiduité aux réunions, soit d'un manque d'intérêt pour les missions qui leur sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre de la même catégorie pour achever le mandat en cours.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la commission, ceux-ci désignent, en leur sein, un président ainsi qu'un vice-président.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de la commission.

§ 5. Le président, le vice-président, les membres de la commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 3, § 3, ont droit :

- 1° à un jeton de présence de cinquante euros par demi-journée. Les fonctionnaires de l'Administration ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;
- 2° au remboursement de leurs frais de parcours, alloué conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 6. Les réunions de la commission sont dirigées par le président ou, à défaut, par le vice-président. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé remplace le président.

La commission ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le président ou, en son absence, le vice-président ou le cas échéant, le membre le plus âgé, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La commission délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

La commission se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

Les délibérations de la commission sont secrètes.

Les avis doivent être motivés en faits et en droit.

La commission élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 3 — *De l'agrément*

Art. 7. L'agrément accordé en application de l'article 72 de la loi est octroyé pour autant que les conditions relatives à la profession paramédicale concernée demeurent respectées.

L'agrément provisoire est accordé pour la même durée que celle nécessaire à l'application de l'arrêté royal relatif à la profession paramédicale concernée.

Art. 8. § 1^{er}. L'agrément visé à l'article 72, § 2, alinéa 2, de la loi peut être accordé de manière automatique sur la base de listes transmises à l'Administration par les établissements d'enseignement reprenant l'ensemble des étudiants ayant le diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée.

Les listes communiquées par les établissements reprennent :

- les données d'identification de l'étudiant;
- les données relatives au diplôme de l'étudiant.

L'Administration et les établissements d'enseignement peuvent se mettre d'accord sur l'échange de données relatives aux étudiants désireux d'obtenir un agrément comme praticien d'une profession paramédicale. Si l'Administration et les établissements d'enseignement organisent cet échange de données, les demandeurs ne doivent pas déposer eux-mêmes une demande individuelle.

Chaque établissement d'enseignement informe, par écrit, pour le 15 janvier au plus tard, les étudiants concernés de la possibilité de bénéficier de l'agrément automatique. L'étudiant qui ne désire pas bénéficier de l'agrément automatique en informe par écrit l'établissement d'enseignement au plus tard le 15 février de sa dernière année de cursus.

En cas d'agrément automatique, l'Administration communique l'agrément au praticien de la profession paramédicale concernée dans un délai de 45 jours à dater de la réception par l'Administration des listes transmises par les établissements d'enseignement.

Dans le cas où l'agrément ne peut être accordé selon la procédure visée au présent paragraphe, le demandeur introduit sa demande selon la procédure visée à l'article 9 selon les modalités fixées par l'Administration.

§ 2. La demande visant à bénéficier de l'agrément provisoire ou de la dérogation à la nécessité d'un agrément sur la base des droits acquis est adressée par le demandeur à l'Administration selon les modalités fixées par celle-ci.

Pour toute demande de dérogation à la nécessité d'un agrément sur la base des droits acquis, il devra ressortir des pièces justificatives dont la liste est fixée par arrêté ministériel que les activités ont été réalisées en nombre suffisant et de manière durable, soit en tant que prestation technique, prescrite par des personnes habilitées, soit en tant qu'acte confié par des personnes habilitées.

Art. 9. § 1^{er}. Pour les demandes visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 6, et § 2, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception dans un délai de 30 jours.

Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la commission relative à la profession paramédicale concernée.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne soumet pas le(s) document(s) manquant(s) dans les 3 mois de la demande pour compléter son dossier, l'Administration clôture la demande et en informe dans un délai de 30 jours le demandeur par envoi recommandé.

§ 2. L'Administration statue sur la recevabilité de la demande lorsque celle-ci doit être introduite dans un délai prévu aux dispositions transitoires de l'arrêté royal fixant les conditions spécifiques d'agrément concernant cette profession.

Art. 10. § 1^{er}. La commission remet un avis motivé dans les 60 jours à dater de la réception par l'Administration du dossier complet de la demande d'agrément.

§ 2. La commission statue sur la base du dossier transmis par le demandeur. Si elle estime que celui-ci ne démontre pas que les conditions requises sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande au demandeur des éléments complémentaires et peut l'inviter à être auditionné lors d'une de ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au demandeur dans un délai de 30 jours. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins 15 jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée. Dans tous les cas, le demandeur ne peut être convoqué qu'au maximum trois fois.

§ 3. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, afin de diminuer la charge administrative de la commission et d'accélérer la procédure d'agrément, la commission peut donner un ordre permanent à l'Administration pour confirmer, sans avis favorable préalable, que le demandeur qui a introduit un dossier complet répond aux conditions d'agrément en vue de l'octroi de celui-ci par le Ministre ou son délégué. L'Administration vérifie que le demandeur prouve clairement qu'il possède les qualifications professionnelles exigées par la réglementation et ainsi que l'exactitude des données personnelles du demandeur.

Art. 11. § 1^{er}. En cas d'avis favorable de la commission, le Ministre ou son délégué statue sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable de la commission, l'Administration en informe le demandeur, par envoi recommandé, dans un délai de 30 jours.

§ 2. Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la commission, le Ministre ou son délégué statue sur la demande du demandeur.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la commission, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de 30 jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la commission réexamine le dossier. A la demande du demandeur ou de la commission, celui-ci est entendu par la commission afin de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins 15 jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée. Dans tous les cas, le demandeur ne peut être convoqué qu'au maximum trois fois.

La commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base d'éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande du demandeur sur la base du dernier avis de la commission.

Art. 12. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de 30 jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

CHAPITRE 4 — *De la renonciation et du retrait d'agrément*

Section 1 — De la renonciation

Art. 13. Le praticien d'une profession paramédicale qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé en application de l'article 72, § 2, de la loi, ou de la dérogation à la nécessité d'un agrément sur la base des droits acquis est tenu d'en informer par écrit le Ministre. Dans ce cas, le Ministre retire ledit agrément. L'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de 30 jours.

Le praticien qui a renoncé au bénéfice de l'agrément peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci sera traitée conformément aux procédures décrites au chapitre 3.

Section 2 — Du retrait d'agrément

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque le praticien d'une profession paramédicale ne satisfait plus aux conditions de qualification relatives à la profession concernée, le Ministre ou son délégué retire l'agrément octroyé en application de l'article 72, § 1^{er}, de la loi.

Dans ce cas, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la commission.

L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de 30 jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la commission, l'intéressé est entendu par la commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins 15 jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée. Dans tous les cas, le demandeur ne peut être convoqué qu'au maximum trois fois.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéas 3 et 6.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande de l'intéressé sur la base de l'avis rendu par la commission.

§ 2. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de 30 jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

§ 3. Le praticien d'une profession paramédicale dont l'agrément a été retiré peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci sera traitée conformément aux procédures décrites au chapitre 3.

CHAPITRE 5 — *Dispositions transitoires, modificatives et finales*

Art. 15. La nomination des membres des commissions instituées sur la base de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales reste valable jusqu'à l'échéance du mandat de 6 ans fixée à l'article 5 du même arrêté.

Art. 16. Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales est abrogé.

Art. 18. § 1^{er}. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières, l'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

**« ANNEXE 1 : Formulaire de demande d'agrément
pour le titre professionnel particulier de kinésithérapeute**



Date de réception de la demande

Direction Générale de l'Enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique
Direction de l'Agrément des Prestataires de soins de santé
Commission d'agrément de Kinésithérapie
Rue Adolphe Lavallée 1 – 1080 BRUXELLES

Demande d'agrément pour le titre professionnel de kinésithérapeute

Nom	
Prénom	
Numéro registre national	
Adresse	
Numéro	
Boîte	
Code postal	
Localité	
Pays	
Nationalité	
Sexe (M / F)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
e-mail (bien lisible svp)	

Je voudrais obtenir un n° INAMI	Oui		Non	
Je voudrais réactiver mon n° INAMI	Oui		Non	

Le/la soussigné(e) certifie que les renseignements mentionnés ci-dessus sont corrects.

Date		Signature	
-------------	--	------------------	--

Documents à joindre au présent formulaire :

- **une copie de votre diplôme**
- **une copie recto / verso de votre carte d'identité.**

La Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières.

Toute personne peut obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé, conformément à la Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. ».

§ 2. L'annexe 2 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

**« ANNEXE 2 : Formulaire de demande d'agrément
pour une qualification particulière en kinésithérapie**



Date de réception de la demande

Qualification professionnelle particulière en kinésithérapie

Formulaire de demande d'agrément :

1. Données personnelles :

Nom :	Prénom :

Date de naissance :

Adresse du domicile :
Rue et numéro :
Localité et code postal :

Adresse e-mail

Intitulé exact du diplôme :	Date de délivrance du diplôme :

Etablissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme en Kinésithérapie :

Date de l'agrément en kinésithérapie :

Date de l'autorisation d'exercer (Visa) :

2. Qualification professionnelle particulière demandée :

(Cocher la case correspondante)

<input type="checkbox"/> Cardiovasculaire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en kinésithérapie cardiovasculaire.
<input type="checkbox"/> Thérapie manuelle - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en thérapie manuelle.
<input type="checkbox"/> Neurologique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie neurologique.
<input type="checkbox"/> Pédiatrique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie pédiatrique.
<input type="checkbox"/> Rééducation abdomino-pelvienne et périnatale - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en rééducation abdomino-pelvienne et kinésithérapie périnatale.
<input type="checkbox"/> Kinésithérapie respiratoire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie respiratoire.

3. Documents à fournir :

- 1- la preuve d'avoir eu, comme kinésithérapeute agréé, une pratique dans le domaine dans lequel vous sollicitez l'agrément **pendant au moins une année** et attestée par une déclaration sur l'honneur d'un professionnel de soins de santé ayant constaté cette pratique ;
- 2- la preuve d'avoir suivi avec fruit dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, une formation spécifique ou une orientation dans la qualification professionnelle particulière concernée et répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté ministériel fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière concernée ;
- 3- la preuve d'**autorisation** à exercer la kinésithérapie en Belgique.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières.

Toute personne peut obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé conformément à la Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. ».

Art. 19. § 1^{er}. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2017 fixant la procédure relative à l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes, sont ajoutés les mots « et rendre un avis annuel à l'attention du Ministre, tenant compte l'évaluation faite par le maître de stage, sur la formation réalisée sur la base du carnet de stage visé à l'article 12. ».

§ 2. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Dès le début de son stage, le candidat utilise un carnet de stage mis à disposition par l'Administration dans lequel il doit consigner toutes les activités annuelles effectuées dans le cadre de sa formation. Ce carnet dûment complété est transmis chaque année à la Commission, par l'intermédiaire de l'Administration, dans les six mois suivant la date anniversaire de l'entrée en stage et est remplacé par un nouveau carnet.

Lorsque le candidat ne transmet pas le carnet de stage dans les délais précités ou que celui-ci n'est pas dûment complété dans les mêmes délais, la période de stage concernée est invalidée à concurrence de trois mois, sauf circonstances exceptionnelles appréciées par la Commission.

La période de stage concernée est également invalidée lorsque le candidat a reçu une évaluation annuelle jugée insuffisante par le maître de stage.

Le candidat est en outre tenu de faire à la Commission un rapport confidentiel annuel sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de son stage.

Les articles 7, § 3, alinéa 1^{er}, et 8 à 11, sont applicables mutatis mutandis. »

§ 3. A l'article 13 du même arrêté est inséré un alinéa entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 rédigé comme suit :

« Une modification de plan de stage doit, entre autres, être introduite en cas de :

- 1° prolongation de stage suite à l'invalidation d'une période de stage;
- 2° prolongation de stage suite à une interruption de stage de plus de 15 semaines quel qu'en soit le motif;
- 3° changement de maître ou de service de stage;
- 4° changement de type de stage (stage à l'étranger, spécifique, extrahospitalier, de rotation et scientifique). ».

Art. 20. § 1^{er}. A l'article 4, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2018 fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art dentaire à porter un titre professionnel particulier, sont ajoutés les mots « et rendre un avis annuel à l'attention du Ministre, tenant compte de l'évaluation faite par le maître de stage, sur la formation réalisée sur la base du carnet de stage visé à l'article 12. ».

§ 2. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Dès le début de son stage, le candidat utilise un carnet de stage mis à disposition par l'Administration dans lequel il doit consigner toutes les activités annuelles effectuées dans le cadre de sa formation. Ce carnet dûment complété est transmis chaque année à la Commission, par l'intermédiaire de l'Administration, dans les six mois suivant la date anniversaire de l'entrée en stage et est remplacé par un nouveau carnet.

Lorsque le candidat ne transmet pas le carnet de stage dans les délais précités ou que celui-ci n'est pas dûment complété dans les mêmes délais, la période de stage concernée est invalidée à concurrence de trois mois, sauf circonstances exceptionnelles appréciées par la Commission.

La période de stage concernée est également invalidée lorsque le candidat médecin spécialiste ou généraliste a reçu une évaluation annuelle jugée insuffisante par le maître de stage.

Le candidat est en outre tenu de faire à la Commission un rapport confidentiel annuel sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de son stage.

Les articles 7, § 3, alinéa 1^{er}, et 8 à 11, sont applicables mutatis mutandis. ».

§ 3. A l'article 13 du même arrêté est inséré un alinéa entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 rédigé comme suit :

« Une modification de plan de stage doit, entre autres, être introduite en cas de :

- 1° prolongation de stage suite à l'invalidation d'une période de stage;
- 2° prolongation de stage suite à une interruption de stage de plus de 15 semaines quel qu'en soit le motif;
- 3° changement de maître ou de service de stage. ».

Art. 21. Le Ministre ayant l'agrément des prestataires des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 novembre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/33926]

18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere Wet tot hervorming der instellingen van 15 augustus 1980, artikel 5, § , 7°, a);

Gelet op de gecoördineerde Wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de beroepen in de gezondheidszorg, artikelen 43, § 2, eerste lid, 72, § 2, eerste lid, 88, 97, § 1, 153, § 3, vijfde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning als kinesitherapeut en de specifieke beroepskwalificaties;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2017 tot vaststelling van de procedure met betrekking tot de erkenning van specialisten en huisartsen;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2018 tot vaststelling van de erkenningsprocedure voor het verlenen van toestemming aan beoefenaars der tandheekkunde om een bepaalde beroepstitel te voeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 27 februari 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2020;

Gelet op de "gendertest" van 4 december 2019, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Federale Raad voor Paramedische Beroepen, uitgebracht op 17 december 2020, overeenkomstig artikel 72, paragraaf 2, van de gecoördineerde Wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de beroepen in de gezondheidszorg;

Gelet op de voltooiing, op 14 en 15 januari 2021, van het intra-Franse overleg, bij toepassing van de artikelen 12 en 13 van het kaderakkoord voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franse overleg op het gebied van gezondheid en hulp aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 69.550/2, uitgebracht op 14 juli 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde Wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister belast met de erkenning van zorgverleners;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities:

- 1° "minister": de minister die verantwoordelijk is voor het verlenen van erkenningen voor beroepen in de gezondheidszorg;
- 2° "Wet": de op 10 mei 2015 gecoördineerde Wet betreffende de uitoefening van beroepen in de gezondheidszorg;
- 3° "Administratie": de algemene directie Hoger onderwijs, levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek (DGESVR);
- 4° "Voorlopige erkenning": erkenning die voor een beperkte duur wordt verleend op basis van een diploma waarvan het niveau, maar niet het geheel van de theoretische en praktische opleiding en cursussen, voldoet aan de voorwaarden voor het verlenen van een volledige erkenning;
- 5° "Afwijking van de noodzaak tot erkenning op basis van verworven rechten": aan de aanvrager verleende machtiging om de diensten en/of handelingen van een paramedisch beroep uit te voeren onder dezelfde voorwaarden als de erkende beoefenaars van dat beroep;
- 6° "Paramedisch beroep": een van de beroepen aangewezen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen;
- 7° "Commissie": de erkenningscommissie die is opgericht voor elk van de paramedische beroepen die zijn opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen;
- 8° "Onderwijsinstelling": de instelling die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend.
- 9° "Aanvrager": de meerderjarige persoon die een aanvraag indient bij de Administratie.

Art. 2. § 1. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Administratie, is bevoegd om de zorgverleners van paramedische beroepen te erkennen.

§ 2. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Administratie, verzamelt bij de personen bedoeld in § 4 van dit artikel de gegevens bedoeld in het volgende lid en codeert deze in de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, waarin de beroepsbeoefenaars in de gezondheidssector zijn opgenomen die een paramedisch beroep uitoefenen, teneinde de uitvoering van zijn reglementaire opdrachten en de uitwisseling van gegevens overeenkomstig artikel 97, §§ 1 en 2, 2°, van de Wet mogelijk te maken.

§ 3. Met het oog op de uitvoering van haar opdrachten en de in artikel 97, § 2, van de Wet omschreven doeleinden deelt de Administratie de in artikel 98, 2°, van de Wet bedoelde gegevens mee aan de relevante entiteiten die bij artikel 99 van de Wet zijn aangewezen om deze gegevens aan de federale gegevensbank mee te delen.

§ 4. In het kader van zijn opdrachten verzamelt het Ministerie van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Administratie, de volgende categorieën van gegevens:

- identificatiegegevens: naam, voornaam, nationaal registratienummer, adres, nationaliteit, geslacht, geboortedatum, geboorteplaats en e-mailadres;
- diplomagegevens;
- gegevens met betrekking tot bewijsstukken die zijn ingediend in verband met een verzoek als bedoeld in artikel 8, paragraaf 2.

§ 5. De Administratie en de Commissie zijn verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)

De gegevens worden bewaard tot het overlijden van de aanvrager of tot de intrekking van of verzaking aan de erkenning.

HOOFDSTUK 2 — *Commissies van erkenning voor paramedische beroepen: opdrachten, samenstelling en werking*

Afdeling 1 — Opdrachten

Art. 3. De opdracht van de Commissie is:

- 1° aan de minister een met redenen omkleed advies uit te brengen over elke aanvraag om erkenning als bedoeld in artikel 72 van de Wet en over elke aanvraag om voorlopige erkenning of vrijstelling van de noodzaak van erkenning op grond van verworven rechten;
- 2° een advies uit te brengen over de intrekking van de erkenning zoals verleend op grond van artikel 72, § 1, van de Wet;
- 3° op eigen initiatief of op verzoek van de minister advies uit te brengen over elk onderwerp in verband met het paramedisch beroep dat onder zijn bevoegdheid valt.

De Commissie verwerkt de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitoefening van haar in de punten 1° en 2° van het vorige lid opgesomde opdrachten, overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde verwerkingsmethoden.

Afdeling 2 — Samenstelling

Art. 4. § 1. De Commissie is samengesteld uit:

1° drie Franstalige leden die een door de Franse Gemeenschap erkend paramedisch beroep uitoefenen en over ten minste vijf jaar ervaring in het betrokken paramedisch beroep beschikken, voorgedragen door hun representatieve beroepsvereniging na een interne oproep tot kandidaatstelling. Bij ontstentenis van een representatieve beroepsvereniging wordt in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot kandidaten bekendgemaakt;

2° drie Franstalige leden die gedurende ten minste vijf jaar in het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap een opleiding hebben verstrekt die leidt tot het diploma dat vereist is voor de uitoefening van het betrokken beroep. Wanneer de opleiding gedurende ten minste vijf jaar niet in het hoger onderwijs is georganiseerd, wordt het jaar vanaf wanneer de opleiding wordt gegeven, in aanmerking genomen.

Voor het beroep van farmaceutisch-technisch assistent moeten de drie leden gedurende ten minste vijf jaar een opleiding hebben verstrekt die leidt tot het diploma dat voor de uitoefening van het betrokken beroep vereist is, hetzij in de derde graad van het secundair onderwijs - technische kwalificatie, hetzij in het onderwijs voor sociale promotie.

Voor het beroep van ambulancechauffeur voor niet-spoedeisend ziekenvervoer moeten de drie leden gedurende ten minste vijf jaar een opleiding hebben verstrekt die leidt tot het diploma dat vereist is voor de uitoefening van het beroep, hetzij aan een onderwijsinstelling voor sociale promotie, hetzij aan een opleidingsverstrekker die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend;

3° een Franstalig lid dat gemachtigd is om aan beoefenaars van paramedische beroepen de werkzaamheden van het betrokken beroep toe te vertrouwen of voor te schrijven, respectief als handeling of als technische dienst.

§ 2. Voor elk nieuw paramedisch beroep is de eerste commissie samengesteld uit hetzelfde aantal leden als bedoeld in § 1. De leden ervan moeten voldoen aan de erkenningsvoorwaarden of aan de criteria voorzien in de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit tot vaststelling van de specifieke erkenningsvoorwaarden voor dat beroep.

§ 3. De Commissie kan ook, indien ze dit nuttig acht, een beroep doen op deskundigen. Zij hebben een raadgevende stem.

§ 4. Voor elk lid dat in de Commissie zitting heeft, kan een plaatsvervanger worden aangewezen.

§ 5. Om als representatieve beroepsvereniging te worden beschouwd, moet de beroepsvereniging aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk aannemen;

2° de statutaire doelstelling hebben de beroepsbelangen van alle beoefenaars van het betrokken beroep te verdedigen en de kwaliteit van de uitoefening van genoemd beroep te verzekeren;

3° zich statutair te richten tot alle beoefenaars van een vrij beroep die het betrokken beroep mogen uitoefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° ten minste 100 leden hebben die de volledige jaarlijkse bijdrage hebben betaald;

5° zich ertoe verbinden de lijst van haar leden en haarSS statuten ter beschikking te stellen van de Administratie.

Afdeling 3 — Werking

Art. 5. § 1. De werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie worden door de minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

Na afloop van hun ambtstermijn oefenen de leden hun ambt uit totdat de Commissie is vernieuwd of, in voorkomend geval, totdat in hun vervanging is voorzien overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid.

§ 2. De minister kan een einde maken aan het mandaat van leden van de Commissie van wie bekend is dat zij hetzij een gebrek aan aanwezigheid op de vergaderingen hetzij een gebrek aan belangstelling voor de hun toevertrouwde opdrachten aan de dag hebben gelegd.

Een lid dat de hoedanigheid verliest wegens welk hij of zij is benoemd, treedt van rechtswege af.

Bij overlijden, ontslag of beëindiging van het mandaat van een lid benoemt de minister een nieuw lid van dezelfde categorie om het lopende mandaat te voltooien.

§ 3. Tijdens de eerste vergadering na de benoeming van de leden van de Commissie, benoemen zij uit hun midden een voorzitter en een ondervoorzitter.

§ 4. De Administratie verzorgt het secretariaat van de Commissie.

§ 5. De voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van de Commissie en de overeenkomstig artikel 3, § 3 uitgenodigde deskundigen hebben recht op:

1° een presentiegeld van vijftig euro per halve dag. Ambtenaren van de Administratie hebben alleen recht op deze vergoeding als hun aanwezigheid op de vergaderingen tot diensten leidt buiten hun normale werkuren;

2° de terugbetaling van hun reiskosten, toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemeen reglement betreffende de reiskosten. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een spoorwegticket eerste klasse.

De leden van de Commissie mogen hun persoonlijke motorvoertuig gebruiken voor de verplaatsingen die zij noodzakelijk achten voor hun deelname aan de vergaderingen van de Commissie. Zij genieten een toelage die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap zou zijn uitgekeerd indien zij van het openbaar vervoer gebruik hadden gemaakt.

De Franse Gemeenschap neemt niet de dekking op zich van de risico's die voortvloeien uit het gebruik door de leden van hun persoonlijke voertuig.

Art. 6. De vergaderingen van de Commissie worden voorgezeten door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter. Bij afwezigheid van de twee voornoemde leden wordt de voorzitter vervangen door het oudste lid in jaren.

De Commissie beraadslaagt enkel rechtsgeldig wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, roept de voorzitter of, bij diens afwezigheid, de ondervoorzitter of, in voorkomend geval, het oudste lid in jaren, een nieuwe vergadering bijeen met dezelfde agenda. De Commissie beraadslaagt dan geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Commissie besluit bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, van de ondervoorzitter doorslaggevend.

De beraadslagingen van de Commissie zijn geheim.

Adviezen moeten feitelijk en juridisch met redenen omkleed zijn.

De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat samen met mogelijke wijzigingen ter goedkeuring aan de minister wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK 3 — *Erkenning*

Art. 7. De erkenning, toegekend krachtens artikel 72 van de Wet, wordt verleend voor zover de voorwaarden met betrekking tot het betrokken paramedisch beroep nog steeds vervuld zijn.

De voorlopige erkenning wordt verleend voor dezelfde periode als die welke is vereist voor de toepassing van het koninklijk besluit betreffende het betrokken paramedisch beroep.

Art. 8. § 1. De erkenning bedoeld in artikel 72, § 2, tweede lid, van de Wet kan ambtshalve worden verleend op basis van lijsten die de onderwijsinstellingen aan de Administratie toezenden en waarop alle studenten staan die het diploma hebben behaald dat vereist is voor de uitoefening van het betrokken beroep.

De door de instellingen verstrekte lijsten omvatten:

- de identificatiegegevens van de student;
- de gegevens van het diploma van de student.

De Administratie en de onderwijsinstellingen kunnen een overeenkomst sluiten over de uitwisseling van gegevens over studenten die een erkenning als beoefenaar van een gespecialiseerd beroep in de gezondheidszorg wensen te verkrijgen. Als de Administratie en de onderwijsinstellingen deze uitwisseling van gegevens organiseren, hoeven aanvragers niet individueel te solliciteren.

Elke onderwijsinstelling stelt de betrokken studenten uiterlijk op 15 januari schriftelijk in kennis van de mogelijkheid om voor automatische erkenning in aanmerking te komen. Studenten die niet voor automatische erkenning in aanmerking wensen te komen, stellen de onderwijsinstelling daarvan uiterlijk op 15 februari van hun laatste studiejaar schriftelijk in kennis.

In geval van automatische erkenning deelt de Administratie de erkenning mee aan de beoefenaar van het betrokken paramedisch beroep binnen 45 dagen na ontvangst door de Administratie van de door de onderwijsinstellingen toegezonden lijsten.

Wanneer de erkenning niet volgens de in deze paragraaf bedoelde procedure kan worden verleend, dient de aanvrager zijn aanvraag in volgens de in artikel 9 bedoelde procedure, overeenkomstig de door de Administratie vastgestelde procedures.

§ 2. De aanvraag om voorlopige erkenning of vrijstelling van de noodzaak van erkenning op grond van verworven rechten wordt door de aanvrager bij de Administratie ingediend op de door deze vastgestelde wijze.

Voor elk verzoek om afwijking van de noodzaak van erkenning op basis van verworven rechten moet uit de bewijsstukken, waarvan de lijst bij ministerieel besluit wordt vastgesteld, blijken dat de activiteiten in voldoende aantal en op duurzame basis zijn verricht, hetzij als technische dienst, voorgeschreven door bevoegde personen, hetzij als handeling opgedragen door bevoegde personen.

Art. 9. § 1. Voor de aanvragen bedoeld in artikel 8, § 1, zesde lid, en § 2, zendt de Administratie de aanvrager binnen 30 dagen een ontvangstbewijs toe.

Wanneer het dossier volledig is, zendt de Administratie het om advies toe aan de Commissie voor het betrokken paramedische beroep.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de Administratie de aanvrager het ontbrekende document of de ontbrekende documenten te verstrekken. Indien de aanvrager het (de) ontbrekende document(en) niet binnen drie maanden na de aanvraag indient om het dossier aan te vullen, sluit de Administratie de aanvraag af en stelt zij de aanvrager daarvan per aangetekende brief binnen 30 dagen in kennis.

§ 2. De Administratie beslist over de ontvankelijkheid van de aanvraag indien deze moet worden ingediend binnen een termijn die is bepaald in de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit tot vaststelling van de specifieke toelatingsvoorwaarden voor dit beroep.

Art. 10. § 1. De Commissie brengt een met redenen omkleed advies uit binnen 60 dagen na de datum van ontvangst door de Administratie van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag.

§ 2. De Commissie beslist op basis van het door de aanvrager ingediende dossier. Indien zij van oordeel is dat de aanvrager niet aantoont dat aan de gestelde voorwaarden is voldaan, kan zij beslissen het uitbrengen van het advies uit te stellen. In dat geval verzoekt zij de aanvrager om aanvullende informatie en kan zij hem uitnodigen om op een van haar volgende vergaderingen te worden gehoord.

De Administratie deelt deze beslissing binnen 30 dagen aan de aanvrager mee. Behalve in spoedeisende gevallen wordt de aanvrager ten minste 15 dagen vóór de vergadering waarop zijn zaak opnieuw zal worden behandeld, op de hoogte gebracht.

De aanvrager kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van stukken. In geval van een naar behoren gemotiveerde afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld. In ieder geval kan de aanvrager slechts maximaal drie keer worden opgeroepen.

§ 3. In afwijking van artikel 3, eerste lid, 1°, kan de Commissie, om de administratieve last voor de Commissie te verminderen en de erkenningsprocedure te versnellen, een permanente opdracht geven aan de Administratie om, zonder voorafgaand gunstig advies, te bevestigen dat de aanvrager die een volledig dossier heeft ingediend, aan de voorwaarden voor erkenning voldoet, met het oog op het verlenen van de erkenning door de minister of zijn afgevaardigde. De Administratie gaat na of de aanvrager duidelijk aantoont dat hij de door de regelgeving vereiste beroepskwalificaties bezit en of de persoonlijke gegevens van de aanvrager correct zijn.

Art. 11. § 1. In geval van een gunstig advies van de Commissie beslist de minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies.

In geval van een ongunstig advies van de Commissie stelt de Administratie de aanvrager daarvan binnen 30 dagen per aangetekende brief in kennis.

§ 2. Wanneer de aanvrager het ongunstige advies van de Commissie niet betwist, beslist de minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag van de aanvrager.

§ 3. Indien de aanvrager het ongunstige advies van de Commissie betwist, kan hij de Administratie binnen 30 dagen na ontvangst van het advies een nota met zijn met redenen omklede opmerkingen toezenden. In dat geval onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op verzoek van de aanvrager of van de Commissie wordt de aanvrager door de Commissie gehoord om alle nuttige informatie te verstrekken. Behalve in spoedeisende gevallen wordt de aanvrager ten minste 15 dagen vóór de vergadering waarop zijn zaak opnieuw zal worden behandeld, op de hoogte gebracht.

De aanvrager kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van stukken. In geval van een naar behoren met redenen omklede afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld. In ieder geval kan de aanvrager slechts maximaal drie keer worden opgeroepen.

De Commissie kan haar oorspronkelijk advies handhaven of op basis van nieuwe informatie een nieuw advies uitbrengen.

De minister of zijn afgevaardigde beslist over het verzoek van de aanvrager op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 12. De Administratie stelt de aanvrager binnen 30 dagen in kennis van de beslissing van de minister of zijn afgevaardigde. Indien de beslissing negatief is, wordt deze per aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

HOOFDSTUK 4 — *Afstand en intrekking van erkenning*

Afdeling 1 — Afstand

Art. 13. De beoefenaar van een paramedisch beroep die niet langer gebruik wenst te maken van de erkenning die op grond van artikel 72, tweede lid, van de Wet is verleend of van de afwijking van de noodzaak van een erkenning op grond van verworven rechten, stelt de minister daarvan schriftelijk in kennis. In dat geval trekt de minister de erkenning in. De Administratie stelt de aanvrager binnen 30 dagen per aangetekende brief in kennis.

Een beroepsbeoefenaar die zijn erkenning heeft opgezegd, kan te allen tijde opnieuw erkenning aanvragen. Dit zal worden verwerkt volgens de in hoofdstuk 3 beschreven procedures.

Afdeling 2 — Intrekking van de erkenning

Art. 14. § . Indien de beoefenaar van een paramedisch beroep niet meer voldoet aan de kwalificatievereisten voor het betrokken beroep, trekt de minister of zijn afgevaardigde de erkenning in die hem overeenkomstig artikel 72, § 1, van de Wet is verleend.

In dat geval stelt de Administratie de betrokkene hiervan per aangetekend schrijven in kennis en wint zij het advies van de Commissie in.

De belanghebbende kan de Administratie binnen 30 dagen na ontvangst van de aangetekende brief een nota met zijn met redenen omklede opmerkingen toezenden.

Indien de betrokkene dit niet betwist, beslist de Commissie op basis van documenten.

In geval van betwisting dient de betrokkene zijn opmerkingen in. De Commissie onderzoekt het dossier.

Op zijn verzoek of dat van de Commissie wordt de betrokkene door de Commissie gehoord teneinde alle relevante inlichtingen te verstrekken. Behoudens in spoedeisende gevallen wordt hij ten minste 15 dagen vóór de vergadering waarin zijn zaak zal worden behandeld, op de hoogte gebracht.

De betrokkene kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van documenten. In geval van een naar behoren gemotiveerde afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting vastgesteld. In alle gevallen kan de aanvrager maximaal drie keer worden opgeroepen.

De betrokkene kan, op zijn verzoek of dat van zijn raadsman, inzage krijgen in zijn Administratief dossier gedurende de termijn waarover hij krachtens paragraaf 1, derde en zesde lid, beschikt.

De minister of zijn afgevaardigde beslist over het verzoek van de betrokkene op basis van het door de Commissie uitgebrachte advies.

De Administratie stelt de aanvrager binnen 30 dagen in kennis van de beslissing van de minister of zijn afgevaardigde. Indien de beslissing negatief is, wordt deze per aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

Een beoefenaar van een paramedisch beroep wiens erkenning is ingetrokken, kan te allen tijde een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal worden verwerkt volgens de in hoofdstuk 3 beschreven procedures.

HOOFDSTUK 5 — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 15. De benoeming van de leden van de Commissies die zijn ingesteld op grond van artikel 4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen, blijft geldig tot het verstrijken van de in artikel 5 van hetzelfde besluit vastgestelde ambtstermijn van 6 jaar.

Art. 16. Dossiers die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds in behandeling zijn, worden overeenkomstig dit besluit behandeld.

Art. 17. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen wordt opgeheven.

Art. 18. § 1. In artikel 8 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning als kinesitherapeut en de specifieke beroepskwalificaties, wordt bijlage 1 bij hetzelfde besluit vervangen door de volgende tekst:

« ANNEXE 1 : **Formulaire de demande d'agrément**
pour le titre professionnel particulier de kinésithérapeute



Date de réception de la demande

Direction Générale de l'Enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique
Direction de l'Agrément des Prestataires de soins de santé
Commission d'agrément de Kinésithérapie
Rue Adolphe Lavallée 1 – 1080 BRUXELLES

Demande d'agrément pour le titre professionnel de kinésithérapeute

Nom	
Prénom	
Numéro registre national	
Adresse	
Numéro	
Boîte	
Code postal	
Localité	
Pays	
Nationalité	
Sexe (M / F)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
e-mail (bien lisible svp)	

Je voudrais obtenir un n° INAMI	Oui		Non	
Je voudrais réactiver mon n° INAMI	Oui		Non	

Le/la soussigné(e) certifie que les renseignements mentionnés ci-dessus sont corrects.

Date		Signature	
-------------	--	------------------	--

Documents à joindre au présent formulaire :

- **une copie de votre diplôme**
- **une copie recto / verso de votre carte d'identité.**

La Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières.

Toute personne peut obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé, conformément à la Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. ».

§ 2. Bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

**« ANNEXE 2 : Formulaire de demande d'agrément
pour une qualification particulière en kinésithérapie**



Date de réception de la demande

Qualification professionnelle particulière en kinésithérapie

Formulaire de demande d'agrément :

1. Données personnelles :

Nom :	Prénom :

Date de naissance :

Adresse du domicile :
Rue et numéro :
Localité et code postal :

Adresse e-mail

Intitulé exact du diplôme :	Date de délivrance du diplôme :

Etablissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme en Kinésithérapie :

Date de l'agrément en kinésithérapie :

Date de l'autorisation d'exercer (Visa) :

2. Qualification professionnelle particulière demandée :

(Cocher la case correspondante)

<input type="checkbox"/> Cardiovasculaire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en kinésithérapie cardiovasculaire.
<input type="checkbox"/> Thérapie manuelle - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en thérapie manuelle.
<input type="checkbox"/> Neurologique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie neurologique.
<input type="checkbox"/> Pédiatrique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie pédiatrique.
<input type="checkbox"/> Rééducation abdomino-pelvienne et périnatale - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en rééducation abdomino-pelvienne et kinésithérapie périnatale.
<input type="checkbox"/> Kinésithérapie respiratoire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie respiratoire.

3. Documents à fournir :

- 1- la preuve d'avoir eu, comme kinésithérapeute agréé, une pratique dans le domaine dans lequel vous sollicitez l'agrément **pendant au moins une année** et attestée par une déclaration sur l'honneur d'un professionnel de soins de santé ayant constaté cette pratique ;
- 2- la preuve d'avoir suivi avec fruit dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, une formation spécifique ou une orientation dans la qualification professionnelle particulière concernée et répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté ministériel fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière concernée ;
- 3- la preuve d'**autorisation** à exercer la kinésithérapie en Belgique.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières.

Toute personne peut obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé conformément à la Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données. ».

Art. 19. § 1. In artikel 3, eerste lid, 2°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van specialisten en huisartsen, worden de woorden "en brengt ter attentie van de minister jaarlijks een advies uit, rekening houdend met de beoordeling van de stagemeester, over de opleiding die op basis van het in artikel 12 bedoelde stageboek is gevolgd.", toegevoegd.

§ 2. Artikel 12 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 12. Vanaf het begin van de stage gebruikt de kandidaat een door de Administratie ter beschikking gesteld stageboek waarin hij alle jaarlijkse activiteiten noteert die hij in het kader van zijn opleiding heeft verricht. Dit naar behoren ingevulde stageboek wordt elk jaar, binnen zes maanden na de "verjaardag" van het begin van de stage, via de Administratie aan de Commissie toegezonden, waarna het door een nieuw stageboek wordt vervangen.

Indien de kandidaat het stageboek niet binnen de bovengenoemde termijnen indient of niet binnen die termijnen naar behoren vervolledigt, wordt de betrokken stageperiode ten belope van een periode van drie maanden ongeldig verklaard, behalve in door de Commissie vast te stellen uitzonderlijke omstandigheden.

De betrokken stageperiode wordt ook ongeldig indien de kandidaat een jaarlijkse beoordeling heeft gekregen die door de supervisor als onvoldoende wordt beschouwd.

De kandidaat moet ook jaarlijks een vertrouwelijk verslag over de kwantitatieve en kwalitatieve aspecten van zijn/haar stage bij de Commissie indienen.

De artikelen 7, § 3, eerste lid, en 8 tot en met 11 zijn mutatis mutandis van toepassing.

§ 3. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt tussen lid 1 en lid 2 een lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Een wijziging van het stageplan moet, onder meer, worden ingevoerd in geval van:

- 1° verlenging van stage na ongeldigverklaring van een stageperiode;
- 2° verlenging van de stage na een onderbreking van meer dan 15 weken om welke reden dan ook;
- 3° verandering van stagemeester of stagedienst;
- 4° verandering van het stagetype (buitenlands, specifiek, extramuraal, rotatie en wetenschappelijk)”.

Art. 20. § 1. In artikel 4, 2°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2018 tot vaststelling van de erkenningsprocedure voor het verlenen van toestemming aan beoefenaars der tandheelkunde om een bepaalde beroepstitel te voeren, worden de woorden “en jaarlijks ter attentie van de minister een advies uitbrengen, rekening houdend met de beoordeling van de stagemeester, over de opleiding die op basis van het in artikel 12 bedoelde stageboek is gevolgd.” toegevoegd.

§ 2. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 12 Vanaf het begin van de stage gebruikt de kandidaat een door de Administratie ter beschikking gesteld stageboek waarin hij alle jaarlijkse activiteiten noteert die hij in het kader van zijn opleiding heeft verricht. Dit naar behoren ingevulde stageboek wordt elk jaar, binnen zes maanden na de “verjaardag” van het begin van de stage, via de Administratie aan de Commissie toegezonden, waarna het door een nieuw stageboek wordt vervangen.

Indien de kandidaat het stageboek niet binnen de bovengenoemde termijnen indient of niet binnen die termijnen naar behoren vervolledigt, wordt de betrokken stageperiode ten belope van een periode van drie maanden ongeldig verklaard, behalve in door de Commissie vast te stellen uitzonderlijke omstandigheden.

De bedoelde stageperiode wordt ook ongeldig verklaard als de kandidaat-specialist of kandidaat-huisarts een jaarlijkse beoordeling heeft gekregen die door de stagemeester als onvoldoende wordt beoordeeld.

De kandidaat moet ook jaarlijks een vertrouwelijk verslag over de kwantitatieve en kwalitatieve aspecten van zijn stage bij de Commissie indienen.

De artikelen 7, § 3, eerste lid, en 8 tot en met 11 zijn mutatis mutandis van toepassing.

In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt tussen lid 1 en lid 2 een lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Een wijziging van het stageplan moet, onder meer, worden ingevoerd in geval van :

- 1° verlenging van de stage na ongeldigverklaring van een stageperiode;
- 2° verlenging van de stage na een onderbreking van meer dan 15 weken om welke reden dan ook;
- 3° verandering van stagemeester of -dienst”.

Art. 21. De minister die bevoegd is voor de erkenning van zorgverleners, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 november 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V . GLATIGNY

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/205612]

25. NOVEMBER 2021 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Januar 2021 zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19)

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention, Artikel 10.6.6 § 1, eingefügt durch das Dekret vom 29. Oktober 2021;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 21. Januar 2021 zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19);